



Lundi 11 novembre 2024

Aux États-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

Victoire de Trump... ou déroute des Démocrates ?

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

Trump est l'ennemi de tous les travailleurs

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait

de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

Vive les luttes de nos frères et sœurs de classe !

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.

Échanger, se rassembler, pour lutter !

Montage, Habillage Caisse, à la pause, il y a eu 2 rassemblements réussis pour discuter de l'arrêt définitif de la production : 85 salariés en équipe B, 60 en équipe A étaient présents. C'est un bon début : ne restons pas seuls, nous devons échanger et s'organiser pour exiger des garanties écrites. Contre la fermeture, pour le maintien des emplois sur le site... nous ne pourrions l'obtenir que par un rapport de force.

Imposons notre calendrier

C'est pour quand la fermeture ? On est nombreux à se poser la question et c'est légitime. Mais la direction n'a aucun intérêt à nous donner une date précise : elle veut vider le site au maximum, tout en nous surexploitant pour produire ses voitures jusqu'au moment où elle nous jettera dehors. La vraie question c'est : comment forcer la direction à céder sur nos revendications ? Si on attend trop et qu'on n'anticipe rien, la direction aura plus de facilité à nous faire un dernier sale coup.

Gaston Lagaffe

Avec sa vidéo, le directeur du site voulait rassurer sur l'avenir du site : c'est complètement raté ! On a compris qu'on va passer à moins de 2 équipes et qu'ensuite il n'y aurait plus de véhicule à produire. Il n'annonce aucun avenir industriel concret. Quand on n'a rien à dire, c'est mieux de se taire.

Un directeur qui soigne son image... de gaffeur

Ce lundi férié, alors que beaucoup de bureaux ne travaillent pas, le directeur est venu se balader sur les chaînes pour discuter et surtout être vu. Il voulait faire croire qu'on était tous dans le même bateau et faire redoubler d'efforts. Poussera-t-il son cinéma les autres semaines de 6 jours jusqu'à travailler sur chaîne ?

Il n'est pas crédible. Sa tournée a involontairement ressemblé plus à une tournée d'adieu ou à une inspection pour voir quel poste il peut encore supprimer.

Chez les fous... et radins

Chômage, puis semaine de 6 jours, puis chômage ? Y a pas un petit problème ? Un jour férié, on le préfère à la maison. Par contre la majoration on la voudrait tous les jours. Avec 6 milliards de profit en 6 mois, Stellantis a les moyens de nous la payer quotidiennement. Répartissons correctement le travail au lieu de faire la semaine de 6 jours et partageons les profits !

La direction accélère, à nous de la stopper

En Peinture, deux postes vont être supprimés au secteur des Bacs batteries fin novembre. Ça s'ajoute aux deux postes que la direction veut supprimer aux cordons en décembre et aux deux autres au Pas 23 en mars. Et les mutations forcées au Montage continuent.

Comme ailleurs dans l'usine, la direction veut nous dégoûter et nous forcer à partir avec les miettes du plan

DAEC. Ensemble, nous serons plus forts pour rendre coup pour coup.

PSG = Peugeot va Se Goïnfrer !

Déjà les vautours rôdent autour de notre site industriel menacé. On apprend par la presse que le club de foot PSG est intéressé par le terrain pour faire un stade de 60 000 places, des hôtels, restaurants et centres commerciaux sur 50 hectares, il discute déjà avec les élus politiques. D'autres élus préféreraient que le terrain serve au transfert de la prison de Poissy. Quelque soit le choix de la direction, elle a intérêt à bien faire savoir qu'elle a beaucoup d'acheteurs potentiels, ça va fait monter le prix du mètre carré.

Pendant que la direction de Stellantis nous dit de ne pas trop nous poser de question sur l'avenir du site, de son côté elle prépare une belle spéculation foncière.

Encore une preuve que la direction veut fermer

Certains RG et RU, qui nous cassaient les oreilles avec leurs objectifs de production depuis des années partent les uns après les autres. Ceux qui avaient le logo Peugeot tatoué sur la fesse gauche et qui se shootaient à la peugeocitrine quittent maintenant le navire pour de belles places dans d'autres grands groupes.

Comme quoi l'esprit de famille Peugeot ne marche plus sur un enfant maltraité. Un coup de pied dans le derrière et un gros chèque ont suffi pour qu'ils trouvent d'autres parents adoptifs ou d'autres gourous.

Michelin, Auchan, l'automobile, la chimie...

Mardi dernier, en une seule journée, les deux multinationales Michelin et Auchan ont annoncé la suppression de plus de 3 700 emplois à elles-deux.

Michelin, qui annonce la fermeture des sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300) avec 2 milliards de bénéfices nets cette année, n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez propriétaire d'Auchan qui menace 2 500 emplois. Gains de productivité, compétition internationale suffisent à tout justifier.

Depuis des mois, pas moins de 150 000 emplois sont menacés en France... Tous en même temps, s'inquiètent patronat et gouvernement ! Alors oui, comme ils le redoutent, c'est bien le « tous ensemble » qui permettra aux ouvriers d'obtenir des indemnités acceptables, le maintien des sites et surtout des emplois.

« 50 ans pour nous user, 5 minutes pour nous virer »

Après l'annonce de la fermeture du site, les travailleurs de Michelin à Cholet se sont mis en grève et ont refusé d'accueillir sur leur piquet le ministre de l'Industrie... avant de défiler dans la ville.

Le site Michelin de Clermont-Ferrand leur a emboîté le pas avec une grève de soutien, histoire aussi de rappeler que le groupe a reçu 42 millions d'euros de l'État en 2023.